

Des mois éprouvants pour les salariés ? Non, des années de maltraitements !

Liminaire FO • 15 avril 2026

Pour conclure son audition devant la commission d'enquête sur la neutralité de l'audiovisuel public, notre Présidente a tenté la fibre de l'empathie pour nous les salariés :

"Ces derniers mois ont été très éprouvants...les interrogations, les mises en cause, les soupçons ont été vécus très douloureusement... et ...je connais les blessures que ça a pu causer", a-t-elle ajouté, avant de conclure sur un ton solennel : "L'audiovisuel public est debout".

Et bien non, le personnel du Siège n'est pas debout.

Il est écrasé, méprisé, sacrifié depuis plus de dix ans, comme l'a clairement établi le rapport Cedaet commandé par le CSE.

Et aujourd'hui, alors même que nous devons nous prononcer sur un plan d'action censé en découler, rien ne change : la maltraitance continue.

Elle se poursuit pour toutes les équipes qui assuraient la couverture nationale de ICI, informées parfois dans les dernières heures de leur redéploiement brutal, vers d'autres missions, dans la douleur, sans considération pour les compétences ni les aspirations.

Cette maltraitance sociale gangrène l'ensemble des structures de l'ex-France 3 : IV3, FTR, jusqu'à Île-de-France, directement frappées par les décisions du Siège.

Et lorsque certains ont voulu agir pour reconnaître et traiter ces souffrances installées à tous les niveaux, ils ont été empêchés, freinés, écartés.

Des DRH, des médecins du travail ont été mis sous pression, poussés dans leurs retranchements, jusqu'à être contraints de partir.

Une maltraitance qui se poursuit pour les salariés des services culture et société, confrontés à une nouvelle norme faite de pressions, de passages en force et de pratiques managériales inacceptables.

Elle se poursuit encore à France Info, où certains « sachants » viennent donner des leçons à des équipes déjà à bout, qui tiennent depuis des années sans moyens suffisants et sans qu'aucune direction n'ait jamais su fixer un cap durable.

Lors du dernier CSE, nous avons salué l'arrivée d'une nouvelle gouvernance à la direction de l'information. Nous avons exprimé l'espoir d'un changement réel : la fin du Far West social, des pratiques illicites, du copinage, des cabales et des brimades, sur fond de discrimination envers les salariés de plus de 50 ans.

La fin d'une gestion profondément antisociale.

Nous attendons également la fin du gaspillage des ressources, mobilisées pour satisfaire les lubies individuelles plutôt que l'intérêt collectif.

Ce plan d'action face au risque grave à la rédaction nationale constitue un premier pas.

Mais un premier pas qui reste insuffisant et manque d'ambition. Malgré la nouvelle direction, ces dérives perdurent, certaines se sont encore produites ce mois-ci !

Pour les salariés, pour l'exigence que nous portons envers l'information de service public, nous, **FO**, demandons davantage : des mesures plus fortes, plus concrètes, et une mise en œuvre sans délai.